

L'USINE NOUVELLE

Les riverains consultés sur la réindustrialisation de l'étang de Berre

Jean-Christophe Barla (Provence-Alpes-Côte d'Azur) Provence-Alpes-Côte d'Azur

Publié le 25/01/2019 À 11H00

Face aux plaintes contre les nuisances de l'industrie autour de l'étang de Berre, une concertation a été lancée pour voir dans quelles conditions une réindustrialisation du site est acceptable par les riverains.



Les plaintes contre les pollutions des industries de l'étang de Berre se multiplient, compliquant la tâche des responsables économiques et politiques qui souhaitent réindustrialiser ce territoire. © JC Barla

La revitalisation de l'industrie en Provence-Alpes-Côte d'Azur ne réussira pas sans apaisement des relations avec les populations riveraines. Or ces derniers mois, le contexte s'est alourdi. Après avoir révélé en février 2018 la contamination par des dioxines ou du PCB de produits alimentaires AOC locaux (viande, œufs, fromages, moules...), [l'Association de défense et protection du littoral du golfe de Fos \(ADPLGF\) a déposé en novembre auprès du parquet d'Aix-en-Provence une plainte contre X](#) pour "mise en danger de la vie d'autrui".

Cinq associations et 129 particuliers se sont associés à cette démarche qui a suscité un tollé dans les milieux économiques. *"Les industriels ne sont pas des assassins"* a clamé l'Union pour les entreprises des Bouches-du-Rhône (Medef local) en rappelant les centaines de millions d'euros investis pour réduire les émissions dans l'air.

En décembre, France Nature Environnement annonçait à son tour saisir le TGI d'Aix-en-Provence pour fustiger "les dizaines d'infractions environnementales" d'[ArcelorMittal](#) Méditerranée, notamment sur ses rejets de dioxyde de soufre et d'azote. Le sidérurgiste a répondu en insistant sur ses dépenses écologiques.

Pour Daniel Moutet, président de l'ADPLGF, "la pollution est moindre qu'auparavant, mais [elle existe toujours](#). Nous ne voulons pas que les entreprises ferment : nous voulons forcer leurs actionnaires à investir au maximum pour diminuer les pollutions. Les technologies existent. Nous réclamons aussi que l'Etat n'analyse plus les rejets usine par usine, mais prenne en compte le cumul global émanant de tous les industriels du site. Les recherches, les connaissances ont progressé. On connaît les dangers. Nos territoires ne peuvent plus tolérer les malades et les morts".

DISCUTER POUR S'ENGAGER

Pouvoirs publics et industriels savent que tout projet d'implantation pouvant aggraver les nuisances provoquerait des recours. La menace pourrait faire fuir les investisseurs alors qu'ils s'emploient à faciliter leur accompagnement administratif, fiscal et social pour favoriser leur arrivée. Alourdir les contraintes fait craindre aussi pour la pérennité des unités existantes. "Nous ne sommes pas dans le déni sur les problématiques de santé, mais il faut préserver les sites. Construire un port tel qu'il est aujourd'hui exigerait des milliards d'euros. Nous devons donc travailler à trouver des solutions opérationnelles. Tout le monde est prêt à un effort", assure Johan Bencivenga, président de l'UPE 13, pour qui les projets d'économie circulaire en cours attestent de cette volonté de mieux faire.

Pour réfléchir aux actions les plus appropriées, le Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI) Paca a lancé le 9 janvier la concertation "Réponses" sur 21 communes du pourtour de l'étang de Berre. Objectif : "Ecrire ensemble l'engagement en santé-environnement" sur la réduction des émissions, les réglementations à adapter, la prévention et l'offre de soins, l'amélioration de l'information et de la communication, la recherche...

Le sous-préfet d'Istres, dont l'arrondissement recouvre les pôles industriels de Fos, Berre et Lavéra, Jean-Marc Sénateur en attend "un processus de discours de réalité" sur les sources de pollutions, [les protocoles d'analyses en matière de santé](#), les modalités de contrôle du respect des normes... "Les entreprises autour de l'étang se soumettent déjà à des normes plus sévères que la moyenne. Il y a un effort de pédagogie, d'explication, de rationalité à effectuer."

CONSTRUIRE LE FUTUR

Pour le délégué de Total Développement Régional, administrateur du Groupement maritime et industriel de Fos (GMIF), Jean-Michel Diaz, "il y a 8 000 emplois industriels directs sur le pourtour, cinq fois plus en indirect. La mutation est possible si nous veillons à construire le futur, pas à lutter contre le passé. Les industriels aussi veulent vivre bien et longtemps autour de l'étang de Berre". Daniel Moutet participera à la concertation mais sans trop d'espoir. "Nous n'avons jamais eu de réponses précises à nos questionnements et on nous refuse toujours des mesures de polluants à la sortie des cheminées, au prétexte que les normes actuelles ne les imposent pas. Or, ce serait un début pour évaluer enfin la réalité des particules que nous respirons."

<https://www.usinenouvelle.com/article/les-riverains-consultes-sur-la-reindustrialisation-de-l-etang-de-berre.N796120>



Garanti sans virus. www.avast.com